CEC
CCA
CCE

Rapport sur le rendement de la CCE

dans le cadre du

Plan opérationnel pour 2019 et 2020

Table des matières

1 Introduction 3

2 Rendement des projets et des activités en cours 3

2.1 Projets de coopération 3

2.2 Activités en cours 9

2.3 Rendement opérationnel des projets et des activités 11

3 Rendement des mécanismes de mobilisation des intervenants 13

3.1 Comité consultatif public mixte 13

3.2 Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles 14

3.3 Communications sur les questions d'application 14

3.4 PNAACE 14

3.5 Communications 15

3.6 Sensibilisation 15

4 Incidence des travaux de la CCE 16

5 Conclusions 18

1 Introduction

En établissant un cadre d'évaluation du rendement de l'ensemble de ses activités, la Commission de coopération environnementale (CCE) est en mesure de démontrer les progrès qu'elle a réalisés en vue d'atteindre ses buts et objectifs environnementaux, et de faire état de la manière dont, à long terme, ces réalisations ont aidé les trois Parties (les gouvernements du Canada, du Mexique et des États-Unis) à concrétiser leurs priorités nationales. Le cadre, qui sert également à améliorer le rendement de la CCE, sa reddition de comptes et sa capacité de production de rapports, constitue un mécanisme de surveillance qui permet de réorienter certaines mesures pour faciliter l'atteinte des buts et objectifs établis. À ce stade-ci, l'évaluation du rendement est totalement intégrée aux activités de la CCE, et le Secrétariat rend régulièrement des comptes aux trois Parties grâce à des données explicites et fiables qui témoignent de ses résultats.

L'analyse de toutes les données sur le rendement recueillies entre le 1er juillet 2019 et le 31 décembre 2021[1], qui sont résumées dans le présent rapport découlant de l'application du Plan opérationnel pour 2019 et 2020, vise à indiquer de quelle manière la CCE a réussi à atteindre les objectifs de rendement de dix projets trilatéraux et de deux activités en cours, de même que les objectifs de rendement des activités ayant trait à la mobilisation des intervenants, à la participation du public à l'application des lois de l'environnement, aux communications et à la sensibilisation, ainsi qu'au Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement (PNAACE).

2 Rendement des projets et des activités en cours

2.1 Projets de coopération

Le Plan opérationnel de la CCE pour 2019 et 2020 comprenait, dans le cadre de son programme de travail concerté, dix projets trilatéraux axés sur les trois priorités stratégiques énoncées dans le Plan stratégique pour 2015 à 2020, à savoir l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements, la croissance verte, et des collectivités et des écosystèmes durables.

Chaque projet visait des objectifs et des mesures de rendement particuliers qui ont donné lieu à des rapports périodiques, et comprenait des cibles précises et des périodes de production de rapport pour chaque objectif du projet en appliquant une approche fondée sur les objectifs SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels). Cela contribue à la réussite de la mise en œuvre et de la surveillance des projets de la CCE, ainsi qu'à la réalisation de ses priorités stratégiques.

Une brève évaluation de chaque projet figure ci-après, qui met en évidence les aspects positifs ou négatifs ayant eu une incidence sur le rendement des projets.

[1] Bien que les projets de coopération de la CCE aient pris fin le 30 juin 2021, certains autres en rapport avec le PNAACE se sont poursuivis jusqu'à l'automne de 2021.

Modernisation du système d'échange de données sur les transferts de déchets dangereux

Conformément aux règlements en vigueur, et afin de prévenir les répercussions environnementales et les risques sanitaires, le Canada, le Mexique et les États-Unis contrôlent l'importation et l'exportation de déchets dangereux grâce à l'échange de notifications et de consentements avant que ces déchets ne traversent leurs frontières. Ce projet visait à apporter du soutien aux trois pays en actualisant et en améliorant le système *Notice and Consent Electronic Data Exchange* (NCEDE, échange électronique de données de notification et de consentement) afin de faciliter une transmission continue des notifications relatives aux mouvements transfrontaliers de déchets dangereux, et de pouvoir s'adapter aux mises à jour réglementaires destinées à mieux protéger l'environnement nord-américain.

Ce projet a permis de franchir plusieurs étapes importantes : le système NCEDE reflète désormais les changements apportés aux règlements canadiens, mexicains et américains sur l'exportation et l'importation de déchets dangereux; les composants informatiques (schémas, éléments de données, tables de recherche et systèmes hôtes) sont révisés et à niveau; la transmission et la réception d'informations sont stabilisées dans un environnement d'essai entre les systèmes des trois pays; l'adoption d'une méthode de maintenance continue qui permet de mettre la technologie à niveau et d'apporter des changements au système NCEDE; la révision de toute la documentation et sa mise à jour, ou son élaboration s'il n'en existait pas. Malgré ces progrès importants, le système NCEDE n'est toujours pas pleinement fonctionnel, parce que l'une des Parties repousse la mise au point de la nouvelle interface de programmation d'applications (API), ce qui a empêché de procéder à ses essais connexes et a retardé l'approbation d'un protocole de sécurité pour l'une des Parties qui est nécessaire à la mise en production du NCEDE mis à niveau.

Recours à des réseaux d'observateurs bénévoles pour surveiller les précipitations et les feux de forêt

Certaines régions d'Amérique du Nord ont peu d'accès à des données essentielles à l'amélioration des prévisions de phénomènes extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les feux de forêt, ainsi qu'à l'intervention et à la diffusion rapide d'alertes publiques en cas de situations constituant des menaces pour la vie. Ce projet visait à évaluer si la constitution et l'élargissement de réseaux d'observateurs amateurs pouvaient complémenter les capacités d'observation des entités fédérales et infranationales, et améliorer la prise de décisions et l'état de préparation. On y est parvenu grâce à une série de consultations auprès d'organismes gouvernementaux clés, des milieux universitaires et d'autres organismes s'appuyant sur la science citoyenne au Canada, au Mexique et aux États-Unis.

L'évaluation a mis en lumière les possibilités, les défis et les conditions gagnantes en rapport avec l'expansion du *Community Collaborative Rain, Hail and Snow Network* (CoCoRaHS, Réseau communautaire et collaboratif d'observation de la pluie, de la grêle et de la neige) et du réseau SmokeSense au Canada et au Mexique. En conséquence, le *Local Environmental Observer Network* (Réseau d'observateurs locaux de l'environnement) au Canada (par l'entremise de la Régie de la santé des Premières Nations) et aux États-Unis (par l'entremise de l'Alaska Native Tribal Health Consortium) se sont associés afin de promouvoir le réseau

CoCoRaHS dans les deux pays. En outre, des discussions ont eu lieu avec des organisations mexicaines en vue d'une expansion potentielle au Mexique. Les organismes gouvernementaux canadiens et américains ont discuté d'une possible adaptation de l'application SmokeSense pour y intégrer des indicateurs canadiens. On a également évalué la possibilité de mobiliser les Parties intéressées et de trouver un moyen d'utiliser l'application SmokeSense au Mexique.

Établissement du coût des inondations et d'autres phénomènes extrêmes

Afin de pouvoir gérer les répercussions des inondations et d'autres événements climatiques et météorologiques extrêmes, allouer des ressources adéquates à la surveillance et à la préparation, et renforcer la résilience des collectivités, il faut tout d'abord savoir quels sont les coûts économiques de ces événements. À l'heure actuelle, les méthodes d'estimation des coûts des dommages causés par les inondations varient grandement à l'échelle de l'Amérique du Nord. Ce projet a permis d'élaborer une méthode uniformisée d'évaluation des coûts des graves inondations afin de procéder à une évaluation multirisque incluant d'autres phénomènes extrêmes (p. ex. les ouragans, les tornades, les feux de forêt et les glissements de terrain) qui constituerait une ressource utile aux décideurs. L'élaboration de cette méthode s'est déroulée en collaboration avec des spécialistes en la matière issus de gouvernements, de milieux universitaires, d'organisations autochtones, de compagnies d'assurance et d'organismes communautaires. Trois études de cas (une par pays) ont permis de mettre à l'essai la méthode proposée, et leurs résultats ont été publiés dans des articles de publications révisés par des pairs et dans un exposé de politique destiné aux décideurs. Ce projet de la CCE a révélé l'existence de disparités entre les données relatives aux dommages et aux pertes recueillies par les divers intervenants, et la nécessité de mieux documenter l'établissement du coût des événements présentant plusieurs risques.

Amélioration de l'efficacité des systèmes d'alerte rapide en cas de sécheresse

Les répercussions économiques, environnementales et sociales des sécheresses et de leurs risques connexes, dont les feux incontrôlés, les inondations et les glissements de terrain, sont considérables pour les collectivités. Bien que les systèmes régionaux d'alerte rapide et de surveillance des sécheresses puissent aider les décideurs à atténuer leurs effets néfastes, les planificateurs locaux, les gestionnaires de situations d'urgence et d'autres intervenants restent perplexes quant aux indicateurs d'alerte rapide et aux outils de planification pouvant s'avérer les plus appropriés pour faciliter la gestion de ces sécheresses en Amérique du Nord. Le projet a permis de mieux savoir quels sont les indicateurs locaux les plus efficaces afin de surveiller les sécheresses dans certaines régions climatiques, de renforcer les capacités locales et de consolider les partenariats en place en Amérique du Nord. On y est parvenu en procédant à des sondages et à des consultations auprès de spécialistes des sécheresses au Canada, au Mexique et aux États-Unis, et un sommet consacré à la sécheresse a servi de plateforme virtuelle pour échanger des connaissances à l'échelle trinationale. À l'issue de ce projet, le Guide des indices et indicateurs de sécheresse utilisés en Amérique du Nord a été publié par la CCE et se trouve dans sa bibliothèque virtuelle. Les résultats du projet ont également été publiés sur le site Web des *National Centers for Environmental Information* (NCEI, centres nationaux d'information environnementale) de la *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA,

Administration océanique et atmosphérique nationale), et un article révisé par des pairs a été présenté à la revue *Atmosphere*.

Recours à la télédétection pour se préparer et intervenir en cas d'événements extrêmes

Les applications de télédétection destinées aux systèmes d'alerte rapide et à la surveillance des changements climatiques sont fondamentales dans la gestion de catastrophes. Il existe un certain nombre de ces applications, mais la fourniture d'informations géospatiales pertinentes et opportunes aux premiers répondants demeure difficile en l'absence d'infrastructures leur donnant accès à ces techniques. Ce projet a permis d'améliorer les capacités des gestionnaires de situations d'urgence, des premiers répondants et des décideurs afin qu'ils soient en mesure de se servir de l'imagerie satellitaire en temps réel, et ce, en plus des outils et des méthodes existants, pour se préparer aux phénomènes météorologiques extrêmes et intervenir par la suite. Au début du projet, trois webinaires ont permis de discuter de l'état de la technologie de télédétection appliquée aux inondations, aux sécheresses et aux feux incontrôlés. À partir des résultats de ces discussions, la tenue de trois ateliers techniques a facilité l'échange d'informations sur la façon dont les systèmes d'alerte rapide relatifs aux inondations, aux sécheresses et aux feux incontrôlés sont organisés dans chaque pays, et de déterminer les ressources manquantes et les besoins à combler grâce à la coopération trilatérale.

Prévention et réduction de la perte et du gaspillage d'aliments

Quelque 168 millions de tonnes d'aliments sont perdues ou gaspillées chaque année en Amérique du Nord, alors que cela permettrait de nourrir 260 millions de personnes. En outre, toutes les ressources utilisées pour produire et transformer ces aliments non consommés sont elles aussi gaspillées. Par ailleurs, la production et l'élimination de ces aliments ont des répercussions considérables sur l'environnement. Depuis 2015, la CCE mène des travaux concertés afin de s'attaquer à ce problème. Le projet en cours s'est appuyé sur les résultats fructueux des précédents travaux de la CCE et les a amplifiés grâce à deux autres activités : un *volet de mesure* et un *volet d'éducation.* Dans le cadre du volet de mesure, elle a mis à l'essai le document intitulé *Pourquoi et comment mesurer la perte et le gaspillage d'aliments : Guide pratique 2.0* auprès d'un groupe diversifié d'entreprises faisant partie de la chaîne de valeur alimentaire d'Amérique du Nord, afin de réviser la publication et de la rendre plus conviviale et plus efficace. Elle a également élaboré d'autres ressources et mené des études de cas commerciales dans chacun des pays nord-américains, afin d'illustrer les méthodes de mesure de la perte et du gaspillage d'aliments (PGA), et de montrer comment cette mesure a permis de prendre de meilleures décisions et d'optimiser les procédés. Le volet d'éducation comprenait une campagne de sensibilisation des jeunes afin de susciter leur intérêt pour la *Trousse d'action anti-gaspillage* de la CCE dans les trois pays, et de stimuler son utilisation par les jeunes Nord-Américains et les organisations qui les représentent.

Malheureusement, la pandémie de COVID-19 a fortement nui aux deux volets du projet. Pour ce qui est du volet de mesure, elle a considérablement réduit la capacité des organisations à participer pleinement à la mise à l'essai du guide de la CCE, car celles-ci cherchaient avant tout à survivre et à adapter leurs activités. Bon nombre d'organisations qui souhaitaient initialement participer à l'essai pilote ne l'ont finalement pas fait. Pour celles qui y ont

participé, la pandémie ne leur a pas permis de recevoir une aide technique ou une formation en personne; le consultant a donc dû offrir soutien et conseils à distance, et il a fallu adapter la méthodologie. Pour ce qui est du volet d'éducation, à cause de la pandémie, il a fallu mener une campagne davantage axée sur les médias numériques, et passer au virtuel pour l'organisation des activités en direct (comme les ateliers et les séminaires) et la participation à ces activités, ce qui a fortement réduit celle des intervenants. Malgré ces défis, les participants à la mise en œuvre du projet ont fait preuve d'une grande adaptabilité, et les objectifs du projet ont finalement été atteints.

Réseau d'écoinnovation

On pourrait voir les centres d'innovation comme des pépinières d'idées, de technologies et d'outils innovateurs appliqués à des activités et à des projets qui, s'ils sont viables, peuvent favoriser la transition à une économie verte. En 2019, la CCE a constitué le Réseau d'écoinnovation[2] afin de promouvoir la création de centres d'innovation dans divers établissements d'enseignement d'Amérique du Nord, de multiplier les liens entre eux et d'y améliorer la formation et l'accès aux ressources pour les étudiants et les entrepreneurs de la collectivité en ce qui concerne l'entrepreneuriat, l'innovation et la conception durable en vue d'établir une économie verte. Le projet a permis de constituer une base de membres pour le Réseau, d'élaborer des documents initiaux et stratégiques, et de coordonner des activités (p. ex. les échanges et le renforcement des capacités) qui créent des liens entre les membres et les jeunes entrepreneurs, et facilitent la création de ressources et d'outils utiles à la formation des jeunes et des collectivités en matière d'innovation, d'entrepreneuriat et de durabilité. Le Réseau, qui compte neuf établissements au Canada, au Mexique et aux États-Unis (y compris Porto Rico), est maintenant doté : de son propre site Web, et d'une stratégie et de documents de marketing personnalisés en vue de son autopromotion; d'une stratégie de financement et de formation de partenariats afin de favoriser son expansion; d'un plan de gestion de transition visant l'autonomie au terme du projet de la CCE. En outre, 27 jeunes se sont vu offrir des possibilités et des ressources directes grâce aux activités et aux échanges auxquels le Réseau a donné lieu, notamment huit rencontres et séances de formation (en personne et en ligne), un projet pilote consacré à l'entrepreneuriat durable et la création du groupe des jeunes ambassadeurs. Une centaine d'autres jeunes ont bénéficié des ressources du Réseau, notamment grâce à la série d'ateliers sur l'entrepreneuriat vert qui a attiré de nombreux participants en ligne.

La pandémie a considérablement retardé la collaboration entre les membres, car les universités ont dû s'occuper de priorités plus urgentes. Étant donné que les activités en personne étaient reportées ou annulées, le projet a donné lieu à des dépenses ne représentant qu'un peu plus de la moitié du budget alloué. En plus de la pandémie, d'autres facteurs ont limité la capacité du Réseau à devenir autonome et à attirer davantage de membres. Par exemple, sa durée de deux ans n'a pas été assez longue pour établir un réseau pleinement fonctionnel, autodirigé et durable, en raison du temps nécessaire à l'établissement de solides liens entre les établissements, et en vue de fixer des objectifs communs pour les trois pays. Au printemps de

[2] La constitution de ce réseau, que le Conseil a appuyée, a débuté le 1er janvier 2019.

2021, l'un des établissements membres a proposé une aide financière au Réseau en matière de gestion afin de faciliter sa transition au statut d'organisation autonome. Si l'on avait trouvé de tels partenaires clés plus tôt durant le projet, cela aurait permis d'établir des bases plus solides pour les activités du Réseau et de se désolidariser plus rapidement de la CCE avant la fin du projet.

Solutions communautaires en vue de réduire les déchets marins

Les déchets marins constituent un problème mondial qui se répercute sur l'économie, les écosystèmes et les collectivités. Ce projet appuyait les efforts de réduction des déchets marins dans toute l'Amérique du Nord en renforçant la capacité des organismes communautaires et des administrations locales à mobiliser avec succès de nombreux intervenants, ainsi qu'à mieux sensibiliser les collectivités situées à l'intérieur des terres à propos des liens entre le comportement des consommateurs et la prévention des déchets marins. Les collectivités disposent désormais d'une trousse d'outils pratique pour mobiliser leurs intervenants, ainsi que de documents éducatifs à utiliser dans le cadre de campagnes visant à réduire et à prévenir les déchets marins d'origine terrestre. Les documents élaborés ont suscité des réactions enthousiastes après le webinaire de lancement. Par la suite, cependant, l'incapacité, en raison de la pandémie, d'assister aux activités et d'offrir une formation en personne sur l'utilisation des documents a fortement limité les possibilités de procéder à de la sensibilisation et de faire adopter ces documents.

Intensification de la conservation des pollinisateurs à l'échelle continentale afin de procurer des avantages sur le plan local

Les pollinisateurs contribuent à la reproduction de la majorité des plantes sauvages et des trois quarts des cultures, et revêtent une importance cruciale en ce qui a trait à la sécurité alimentaire, au bien-être des humains et aux écosystèmes naturels. Or, leur nombre a chuté dans le monde entier en raison de nombreux facteurs, ce qui a nécessité la prise de mesures urgentes fondées sur des éléments probants par les intervenants de différents secteurs. Ce projet a permis de recueillir des données fondamentales dans les domaines des sciences naturelles et sociales afin d'établir un cadre nord-américain pour la conservation des pollinisateurs axé sur une vision concertée de cette conservation à l'échelle du continent. Ce cadre, qui est le fruit des toutes premières étapes des travaux trilatéraux entrepris au sujet de la conservation des pollinisateurs, servira clairement de fondement aux futurs travaux dans ce domaine. Le projet visait à reproduire les fructueuses collaborations de la CCE en vue de la conservation du monarque, un objectif très ambitieux compte tenu de l'ampleur de la tâche et du court délai imparti. La mise en œuvre du projet a donc mis en lumière la complexité du contexte de la conservation des pollinisateurs, et parce que la pandémie rendait impossible toute rencontre en personne, cet ambitieux plan de travail s'est avéré difficile à appliquer.

Renforcement de la capacité d'adaptation des aires marines protégées

Les aires marines protégées (AMP) sont essentielles au maintien de la résilience des océans lorsqu'elles sont gérées de façon adaptative, et ce, afin qu'elles puissent faire face à des

menaces telles que le réchauffement des océans, le déplacement des espèces et les catastrophes. Les travaux déjà accomplis ont consisté à élaborer des outils permettant de cerner les vulnérabilités des collectivités et des écosystèmes côtiers, ainsi que des mesures d'adaptation tenant compte de ces vulnérabilités. Le projet, qui tablait sur les travaux antérieurs, a renforcé la capacité des praticiens d'AMP à gérer les répercussions des changements qu'elles subissent sur les plans continental et mondial grâce à l'élaboration d'un guide de formation, et à la formation des formateurs et des équipes régionales à l'utilisation de la *Trousse d'outils d'adaptation aux changements climatiques pour les aires marines et côtières protégées* élaborée par la CCE. Le projet a également renforcé la capacité de planifier l'adaptation des AMP en accroissant le réseautage et la collaboration entre leurs gestionnaires, grâce aux ateliers organisés par le Réseau nord-américain d'aires marines protégées (RNAAMP), qui est géré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Enfin, le projet a généré de nouvelles connaissances et directives sur l'application de solutions naturelles à la gestion des risques côtiers et sur l'état des travaux relatifs au carbone bleu en Amérique du Nord, notamment au sujet de la version mise à jour de la couche cartographique du carbone bleu sur le continent. Les responsables du projet ont saisi toutes les occasions de communiquer des connaissances et des conseils pratiques en vue d'établir des réseaux qu'utiliseront les praticiens pendant des années, de sorte que la CCE continue d'être reconnue comme une tribune à la fois unique et efficace pour renforcer les méthodes d'adaptation des aires marines et côtières d'Amérique du Nord.

Constitution d'un réseau autochtone sur les connaissances écologiques traditionnelles

Ce projet visait à obtenir la participation d'un plus grand nombre de collectivités autochtones, et à prendre en compte leurs connaissances écologiques traditionnelles (CET) dans le cadre des travaux de la CCE grâce à la création d'un réseau autochtone de détenteurs de ces connaissances. Il prévoyait aussi la révision du rapport compilant les cadres et les mécanismes pertinents au Mexique concernant la mobilisation des collectivités autochtones associées aux CET, un rapport établi dans le cadre du Plan opérationnel pour 2017 et 2018. Ce rapport, ainsi que deux autres qui portaient sur l'état de la mobilisation des Autochtones ainsi que sur celui des CET au Canada et aux États-Unis, et un autre documentant la participation des Autochtones aux activités de la CCE entre 1995 et 2018, ont été publiés en septembre 2020. Après mûre réflexion, les Parties ont reporté la constitution de ce réseau.

2.2 Activités en cours

Le plan de travail concerté pour 2019 et 2020 comprenait également trois activités : le suivi des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord (dans le cadre du Registre nord-américain de rejets et de transferts de polluants [RNARTP]); l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord; le Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre (NALCMS, selon le sigle anglais). Les résultats obtenus entre le 1er juillet 2019 et le 30 juin 2021 sont résumés ci-après.

Suivi des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord (dans le cadre du RNARTP)

Le Registre nord-américain de rejets et de transferts de polluants (RNARTP) permet au public d'accéder plus facilement aux données comparables que les établissements industriels sont tenus de déclarer aux registres de rejets et de transferts de polluants (RRTP) du Canada, du Mexique et des États-Unis, et de mieux les comprendre, grâce à leur compilation, à leur analyse et à leur présentation sur le site Web *À l'heure des comptes en ligne* et dans la série de rapports *À l'heure des comptes*. Grâce à ces efforts et à la participation d'une grande variété d'intervenants à l'échelle du continent (des ONG et des citoyens, le secteur privé, le milieu universitaire et les décideurs), cette activité donne suite aux décisions prises à tous les niveaux en ce qui concerne la durabilité dans l'industrie et la prévention de la pollution. En 2019, le site *À l'heure des comptes en ligne* a donné lieu à des améliorations, notamment une nouvelle page d'accueil et des outils plus dynamiques de visualisation des données. Lors de la réunion publique périodique concernant le RNARTP, tenue en février 2020, les participants ont discuté de problèmes qui suscitent des préoccupations communes et ont formulé des recommandations quant au thème de l'analyse spéciale à intégrer dans le prochain rapport *À l'heure des comptes*, et c'est celui des transferts hors site aux fins d'élimination qui a été retenu. Les données trilatérales les plus récentes (de 2018) ont été affichées dans le site *À l'heure des comptes en ligne*, et l'organisation de réunions avec les responsables des RRTP nationaux a consisté à établir les prochaines étapes des travaux visant à régler les problèmes que suscitent la qualité et la comparabilité des données.

Atlas environnemental de l'Amérique du Nord

L'Atlas combine des données géospatiales harmonisées du Canada, du Mexique et des États-Unis qui brossent un tableau régional et continental des questions environnementales transfrontalières. Il intègre directement et présente des données géospatiales précises grâce à des cartes, à des documents et à des couches cartographiques interactives. En 2019 et 2020, la CCE a élaboré et publié en ligne un nouveau visualiseur de cartes interactif, ce qui a facilité l'accès des utilisateurs aux ensembles de données. Après son lancement, le nombre de visites du site Web de la CCE a augmenté de 104 % par rapport à 2019. Au début de 2021, la couche cartographique du carbone bleu a été mise à jour à l'aide des données nord-américaines les plus récentes, et la CCE a finalisé la mise à jour de la populaire couche cartographique des écorégions terrestres. L'Atlas de la CCE est demeuré un outil populaire, avec une moyenne de 4 700 visites et de 2 800 téléchargements d'ensembles de données individuels par année. Il intéresse les chercheurs, les universitaires, les musées, les spécialistes des systèmes d'information géographique (SIG) et les ONG.

Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre (NALCMS)

Le Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre (NALCMS, selon le sigle anglais) donne lieu à une collaboration permanente entre le Canada, le Mexique et les États-Unis afin de surveiller les changements qui surviennent au fil du temps dans la couverture terrestre du continent nord-américain (p. ex. les forêts, les fleuves, les rivières, le sol et le pergélisol). Ses produits ont diverses applications, dont l'aménagement du territoire, la surveillance des écosystèmes à la suite de phénomènes naturels et anthropiques,

la cartographie des habitats des espèces sauvages et l'évaluation de la qualité de l'eau. En 2019 et 2020, la CCE a publié de nouveaux produits : une carte de la couverture terrestre continentale en 2015 avec une résolution spatiale de 30 mètres, et une carte des changements subis par cette couverture entre 2010 et 2015 avec la même résolution. Le nombre d'utilisateurs s'est multiplié, ainsi que leurs connaissances à propos du NALCMS et de ses produits, et ce, grâce à quatre activités promotionnelles et à la publication, en 2020, d'une *ESRI Story Map* (carte de l'*Environmental Systems Research Institute* [ESRI, Institut de recherche en systèmes environnementaux]), qui a reçu plus de 8 500 visites cette année-là. De plus, en avril 2021, la carte décrivant l'évolution de la couverture terrestre entre 2010 et 2015 a été choisie comme application Web du mois par ESRI Canada. Cette carte et les travaux du NALCMS ont également été mentionnés dans le numéro de mai et juin 2021 de la revue *Canadian Geographic*.

2.3 Rendement opérationnel des projets et des activités

En menant à bien les projets et les activités en 2019 et 2020, le Secrétariat s'est engagé à garantir une participation trilatérale aux comités directeurs des projets, à optimiser la qualité des réalisations escomptées et des réunions, et à dépenser l'intégralité des budgets alloués. Pour évaluer les progrès et les résultats, il a évalué le rendement de la mise en œuvre de l'ensemble des projets et activités, ce qui incluait les contrats, les réunions et les publications. Ils sont résumés ci-après.

Comités directeurs trilatéraux et partenaires de projets (ou d'activités)

Les membres de douze comités directeurs trilatéraux (pour dix projets et deux activités) se sont rencontrés régulièrement par téléconférence ou en personne afin d'entreprendre les travaux des projets. En outre, plusieurs organismes partenaires, gouvernementaux et non gouvernementaux, ont joué un rôle clé en facilitant l'atteinte des objectifs visés par ces projets et activités de la CCE.

	Canada	**Mexique**	**États-Unis**

Organismes gouvernementaux	Environnement et Changement climatique Canada; Santé Canada; Agriculture et Agroalimentaire Canada; Ressources naturelles Canada; Parcs Canada; RECYC-QUÉBEC; Ville de Montréal (Québec); Metro Vancouver (Colombie-Britannique); National Zero Waste Council; Communauté métropolitaine de Montréal (Québec); municipalités de la Saskatchewan; Régie de la santé des Premières Nations.	*Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales; Secretaría de Gobernación; Servicio Meteorológico Nacional; Comisión Nacional del Agua; Comisión Nacional Forestal; Centro Nacional de Prevención de Desastres; Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural; Comisión de Nacional de las Zonas Áridas; Instituto Nacional de Investigaciones Forestales; Agrícolas y Pecuarias; Agencia Espacial Mexicana; Instituto Mexicano de Tecnología del Agua; Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad; Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas; Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático*; gouvernement de l'État du Yucatán; conseil municipal de Mérida.	*Environmental Protection Agency*; *National Oceanic and Atmospheric Administration* (*National Centers for Environmental Information and Office for Coastal Management*); *Fish and Wildlife Service*; comté de Clallam (Washington); ville de Fort Worth (Texas); *Mississippi River Cities and Towns Initiative*; *US Conference of Mayors*; bureau nord-américain du PNUE; *Alaska Native Tribal Health Consortium.*
Organismes non gouvernementaux	Réseau CoCoRAHS au Canada; Weather Innovations; Université Simon Fraser; Université Concordia; Université Laval; Université de Waterloo; Clean Foundation; Université de la Saskatchewan; CatIQ.	*Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM); Universidad Anáhuac; Universidad Autónoma de Querétaro; Universidad Juárez del Estado de Durango; Banco de Alimentos (BAMX) de Mérida; Pronatura Yucatán; Kilometro Uno; Proyecto Fronterizo de Educación Ambiental; Terra Peninsular; Iberoamerican University; Grupo de Ecología y Conservación de Islas.*	Community Collaborative Rain; Hail and Snow Network (CoCoRAHS); South Central Climate Adaptation Science Center; University of Arizona; University of Oklahoma; Southern Climate Impacts Planning Program; *Universidad del Sagrado Corazón;* Keep America Beautiful; George Mason University.

Approvisionnement

Les projets et les activités ont donné lieu à la signature de 36 contrats, ainsi que d'accords de collaboration et de protocoles d'entente. Les sous-traitants étaient des entreprises (14), des particuliers (13), des organismes à but non lucratif (5) et des établissements d'enseignement (2). L'attribution de ces contrats s'est faite au terme d'un processus de sélection transparent, équitable et concurrentiel. L'évaluation à ce jour des contrats par le Secrétariat indique un taux de satisfaction global de 92 %, et un taux de satisfaction de 92 % à l'égard de la qualité du travail des sous-traitants, ainsi que du respect des délais. Les résultats, surtout au chapitre des délais, sont très encourageants et représentent une amélioration par rapport au précédent plan opérationnel.

Réunions

En tout, le Secrétariat de la CCE a organisé 27 réunions relatives aux projets. Les sondages au sujet de ces réunions révèlent un taux de satisfaction de 93 % pour ce qui est du contenu et de l'animation, le cas échéant, à partir d'un taux de réponse de 50 %. Cela représente une réduction de 0,5 % par rapport au précédent plan opérationnel. Le Secrétariat a par ailleurs participé à 13 événements extérieurs à la CCE, qui l'ont aidé à promouvoir les activités des projets et à mieux faire connaître les travaux de coopération de la Commission.

Publications

La CCE a produit 33 publications qu'elle a soumises à son processus d'assurance de la qualité et a rendues accessibles sur son site Web.

Dépenses

Les dépenses prévues au budget figurent dans le tableau ci-après; elles sont exprimées en pourcentage du budget total prévu par projet. Même si elles ne reflètent pas nécessairement le rendement (par exemple, lors de la mise en place de mesures moins coûteuses), on peut noter que, globalement, 67 % du budget alloué aux projets de coopération biennaux ont été dépensés. La majeure partie des fonds non dépensés est imputable à l'annulation ou à la modification d'activités, ou à une augmentation du nombre de réunions tenues en ligne, plutôt qu'en personne, en raison de la pandémie.

3 Rendement des mécanismes de mobilisation des intervenants

La CCE a également mesuré le rendement du Plan opérationnel pour 2019 et 2020 en ce qui concerne le Comité consultatif public mixte (CCPM), le Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles (GSCET), les communications sur les questions d'application, le Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement (PNAACE), et les unités responsables des communications et de la sensibilisation. Les résultats qui couvrent la période s'étendant du 1er juillet 2019 au 30 juin 2021 sont résumés ci-après.

3.1 Comité consultatif public mixte

Pour atteindre son objectif, à savoir transmettre des recommandations constructives au Conseil et des informations au Secrétariat, le CCPM a adressé des lettres et cinq avis au Conseil, qui

contenaient 21 recommandations en tout. De plus, le CCPM a participé à 13 téléconférences ou réunions avec les représentants suppléants afin de présenter les résultats de ses tribunes publiques et de recueillir des opinions. Ses membres ont également apporté leurs compétences dans le cadre de deux projets ou activités de la CCE. En outre, le CCPM a continué d'intensifier la participation du public aux activités de la CCE, et à promouvoir une diffusion plus fréquente de l'information relative à l'environnement en Amérique du Nord et aux travaux de la CCE. Il a aussi organisé quatre réunions et consultations publiques en ligne et en personne qui ont réuni 1 365 participants en tout.

3.2 Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles

Pour atteindre son objectif, à savoir recommander des façons de tenir compte des connaissances écologiques traditionnelles (CET) et des points de vue autochtones, et de les appliquer dans les activités de la CCE, le GSCET a formulé un avis au Conseil contenant trois recommandations. Ses membres se sont réunis dix fois, ont participé à l'élaboration du Plan stratégique pour 2021 à 2025 et du Plan opérationnel pour 2021, et au projet de la CCE portant sur le renforcement de la résilience face aux événements extrêmes et aux répercussions du climat. En outre, le GSCET a soumis une proposition de projet à l'examen des Parties dans le cadre du Plan opérationnel pour 2021.

3.3 Communications sur les questions d'application

Pour atteindre son objectif, à savoir mieux sensibiliser les nouveaux intervenants et instruire le public à propos du processus de communication sur les questions d'application (processus SEM, selon l'acronyme anglais), la CCE a présenté ce processus lors de 32 activités (9 au Canada, 5 aux États-Unis et 13 au Mexique, plus 5 webinaires avec des organisations dans d'autres pays) qui ont réuni 2 076 participants, dont 123 nouveaux groupes d'intervenants. La CCE a organisé 15 de ces activités. De plus, quatre nouvelles communications ont été présentées entre le 1er juillet 2019 et le 30 juin 2021 : SEM-19-003 (*Lac Memphrémagog*), SEM-19-004 (*Chouette rayée*), SEM-20-001 (*Tortue caouanne*) et SEM-21-001 (*Terminal Fairview*). Le Secrétariat en a rejeté trois et a recommandé la constitution d'un dossier factuel à propos de celle concernant la tortue caouanne.

3.4 PNAACE

À la poursuite de son objectif, à savoir d'améliorer la qualité et la portée du programme de subventions PNAACE, la CCE a reçu 231 demandes de subvention au PNAACE au terme d'un appel de propositions largement diffusé. Onze projets ont été retenus en vue d'une mise en œuvre d'ici le mois de juin 2021, dont neuf ont été menés à bien dans les délais prévus, et les deux autres ont pris fin à l'automne de 2021. Comme le montre le tableau sur le rendement figurant à l'annexe 1, certaines des activités planifiées (p. ex. les ateliers et les conférences) ont dû être annulées en raison de la pandémie de COVID.

3.5 Communications

Les communications visaient les objectifs suivants : 1) mieux sensibiliser le grand public au fait que la CCE est un acteur important pour la protection de l'environnement nord-américain et le soutien au développement durable; 2) renforcer le soutien apporté à la CCE et à son rôle en Amérique du Nord.

- Les médias ont consacré 1 394 articles aux travaux de la CCE.
- La CCE a touché 36 698 personnes grâce aux plateformes des médias sociaux (nombre total de personnes qui nous ont suivis), ce qui représente une augmentation de 25 % depuis 2019 et de 382 % depuis 2015.
- Au cours de la dernière année, grâce aux médias sociaux, la CCE a touché plus de 3 514 700 personnes, soit 13 % de plus que le chiffre de 3 120 900 enregistré l'année précédente. Il convient de noter que le nombre d'abonnés au compte Twitter de la CCE a fortement augmenté en atteignant 1 638 900; c'est une augmentation de 104 % par rapport au chiffre de 865 800 (qui regroupe les utilisateurs francophones, anglophones et hispanophones) et de 30 % du nombre d'abonnés.
- Au cours des deux dernières années, le site Web de la CCE a reçu 258 122 visites.
- Après une fructueuse refonte de sa stratégie de diffusion des communiqués et du bulletin, le taux de consultation des documents de la Commission a presque doublé, pour atteindre une moyenne de 38 % en 2021.

3.6 Sensibilisation

- Un nombre de 1 344 participants se sont inscrits à la XXVII^{e} session annuelle du Conseil et à la réunion du CCPM; ils représentaient le milieu universitaire (24 %), le secteur privé (22 %), les jeunes (22 %) et d'autres secteurs (29 %). Ils ont posé 97 questions durant l'activité en direct, au moyen de la plateforme Sli.do, et sur les 186 répondants aux sondages postérieurs aux activités, 98 ont déclaré que l'activité avait dépassé leurs attentes.
- Dix-neuf activités en ligne qui ont touché 2 723 personnes ont été organisées ou coorganisées, ou ont réuni de nombreux participants. Les participants à 84 % de ces activités représentaient des organismes gouvernementaux, des ONG ou des organisations locales, nationales, régionales et internationales.
- La CCE a établi 21 partenariats avec des organisations locales, nationales et internationales.
- Une campagne de sensibilisation a été menée à propos des travaux de la CCE sur la perte et le gaspillage d'aliments, et pour la troisième et la quatrième années, la CCE a dirigé le Blitz international de suivi du monarque qui, en 2020, a attiré 2 697 nouveaux visiteurs sur le site Web que lui consacre la CCE. En 2019, 1 436 bénévoles ont participé au Blitz; en 2020, ils étaient 2 520.
- Le nombre d'intervenants de la CCE a augmenté de 43 % par rapport à 2019. Ils représentent divers secteurs de la société (le milieu universitaire, des gouvernements, des

organisations internationales, des ONG et le secteur privé), mais ce sont aussi des particuliers représentant les jeunes et les collectivités autochtones.

- Les travaux de la CCE dans le cadre de trois journées internationales de célébration ont été largement publicisés en 2020 (la Journée internationale des systèmes d'information géographique [SIG], la Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture, et la Journée mondiale de l'environnement). Deux de ces activités ont été menées en collaboration avec des organisations internationales.
- La CCE a reçu 193 propositions dans le cadre du Défi innovation jeunesse de 2020. La vidéo promotionnelle *#JeunesInnovateurs* a été visionnée 23 714 fois. Pour le Défi de 2021, elle a reçu 70 propositions, ce qui témoigne sans doute des difficultés causées par la pandémie dans le monde entier.

Faits saillants de la session ordinaire du Conseil de 2020

L'accessibilité à cette activité virtuelle a attiré le nombre de participants le plus élevé jamais enregistré pour une session du Conseil de la CCE et la tribune du CCPM (1 458 personnes). Les participants ont posé près de 100 questions aux présentateurs, et plus de la moitié des 186 répondants au sondage mené après l'événement ont indiqué que celui-ci avait dépassé leurs attentes.

4 Incidence des travaux de la CCE

La CCE s'est efforcée de continuer à évaluer le degré d'incidence de ses travaux passés et récents. En 2019 et 2020, le Secrétariat a commandé six évaluations de cette incidence à long terme sur les sujets et domaines suivants :

- Le carbone forestier (2013 à 2017)
- Le programme AirNow-International (2010 à 2015)
- Le Registre nord-américain de rejets et de transferts de polluants (1995 à 2015)
- La conservation du monarque (1996 à 2016)
- La gestion rationnelle des déchets dangereux (1996 à 2014)
- L'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord et le Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre (1996 à 2016)

Ces évaluations s'appuyaient sur un examen détaillé des réalisations des projets, sur des entrevues avec des intervenants des trois pays, sur une analyse des extrants et des données de diffusion, et sur une comparaison entre les objectifs visés et atteints. Des observations et des recommandations en vue d'une coopération dans ces domaines ont été transmises au Conseil de la CCE.

En plus de l'évaluation de l'incidence à long terme, le Secrétariat recueille des renseignements anecdotiques sur l'utilisation que les responsables gouvernementaux, les intervenants et

d'autres personnes ne participant pas directement aux travaux de la CCE font de l'information qui en découle. Par exemple :

- En 2020, des chercheurs de la California State University ont examiné les données figurant sur le site *À l'heure des comptes en ligne* de la CCE afin de mener une étude sur les répercussions économiques. En outre, un chercheur de l'University of California, à Irvine, a examiné les données dans le cadre de la deuxième phase d'une étude sur la viabilité et la concurrentialité des entreprises au Mexique. Enfin, en 2021, les responsables du RRTP américain ont demandé l'aide de la CCE afin de participer à une étude de comparabilité des secteurs industriels menée par le Groupe de travail sur les RRTP de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

- Grâce à la collaboration trilatérale constante à l'égard du suivi des rejets et transferts de polluants en Amérique du Nord (RNARTP), les responsables du *Toxics Release Inventory* (TRI, Inventaire des rejets de substances toxiques) américain ont entrepris un examen approfondi des installations américaines recevant des déchets en provenance d'établissements du Canada et du Mexique, ce qui a permis à ces derniers de déclarer avec plus de précision leurs transferts transfrontaliers.

- À la suite de réunions organisées dans le cadre du projet de la CCE intitulé *Intensification de la conservation des pollinisateurs à l'échelle continentale afin de procurer des avantages sur le plan local*, qui ont permis d'élaborer et de publier le cadre de conservation des pollinisateurs en Amérique du Nord, au moins un responsable gouvernemental a lancé de nouvelles collaborations avec des pairs rencontrés lors de ces réunions.

- Selon les partenaires de la CCE, ses activités axées sur les feux de forêt, menées dans le cadre du projet intitulé *Utilisation de la télédétection pour se préparer et intervenir en cas d'événements extrêmes*, ont vraiment changé les règles du jeu et représenté un grand pas en avant vers un objectif visé depuis longtemps, soit « une coordination plus active et plus détaillée avec nos homologues nord-américains à propos de l'atténuation des incendies à l'aide de satellites et des systèmes d'alerte rapide, et des interventions organisées et harmonisées de la part de nos divers organismes spécialisés en détection et en surveillance opérationnelles des incendies par satellite » [*traduction*], selon Davida Streett, responsable de la direction des analyses par satellite au *National Environmental Satellite, Data, and Information Service* (NESDIS, Service d'information sur les données des satellites d'étude de l'environnement) de la *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA, Administration océanique et atmosphérique nationale).

- Dans le cadre du même projet, un atelier consacré aux inondations a eu lieu juste avant que la tempête tropicale Gamma et l'ouragan Delta s'abattent sur le Mexique. Grâce à cet atelier, les spécialistes américains ont permis d'accéder à de nouveaux outils et à des renseignements que le Mexique a pu utiliser pour intervenir pendant les inondations provoquées par ces événements extrêmes.

- Les *National Centers for Environmental Information* (NCEI, centres nationaux d'information sur l'environnement) ont créé sur leur site Web une section présentant des données sommaires relatives au projet de la CCE intitulé *Amélioration des systèmes*

d'alerte rapide en cas de sécheresse, et ont publié un bulletin mettant en lumière la collaboration trilatérale qui vise à déterminer les indices et les indicateurs de sécheresse. Ces résultats ont également paru dans un article transmis à la revue *Atmosphere* par un membre du comité directeur du projet, qui est un employé de la NOAA.

- Les nouvelles cartes sur la couverture terrestre et les changements qu'elle a subis entre 2010 et 2015 ont été présentées dans le numéro de mai-juin 2021 du magazine *Canadian Geographic* et intégrées dans le *Living Atlas of the World* d'ESRI. En outre, en avril 2021, ESRI Canada a choisi comme « application du mois » la carte des changements dans la couverture terrestre entre 2010 et 2015 intitulée *Our Changing Continent*.

- En mai 2021, la ville de Loraine, dans la province du Québec, au Canada, a été certifiée « ville amie des monarques », une activité lancée dans le cadre d'un partenariat entre la CCE, la Fondation David Suzuki et Espace pour la vie. Cette activité, qui concerne uniquement les municipalités, vise à mettre en place des mesures concrètes pour rétablir et protéger l'habitat du monarque tout le long de son corridor migratoire, et encourager les gens à participer à la conservation de ce papillon.

- En mai 2021, à la suite du webinaire de lancement de la trousse d'outils destinée à mobiliser les collectivités afin de réduire les déchets marins, un webinaire qui a connu une forte participation, la CCE a reçu l'appel d'un participant qui souhaitait mettre cette trousse en application à LaSalle, au Québec.

5 Conclusions

Analyse du rendement

La présente évaluation des deux dernières années révèle que la CCE a globalement réussi à atteindre les buts et les objectifs qu'elle s'était fixés dans le cadre de ses travaux, et qu'elle a même parfois dépassé ses objectifs de rendement. En outre, les résultats obtenus dans le cadre de chaque projet ont contribué à l'atteinte des objectifs stratégiques établis par le Conseil dans le Plan stratégique pour 2015 à 2020, à savoir les suivants :

1) Minimiser les menaces que présentent les changements climatiques en entreprenant des activités de planification et d'application de mesures visant à les atténuer et à s'y adapter, et ce, afin de protéger la santé humaine et l'environnement des effets de ces changements.

2) Trouver des moyens de réduire les émissions provenant du secteur du transport; offrir des choix de systèmes de gestion permettant d'examiner des technologies énergétiques propres et de renforcer l'efficacité énergétique; étudier des solutions de rechange en vue de réduire et de recycler les déchets, dont le réacheminement des déchets organiques dirigés jusque-là vers les lieux d'enfouissement; élaborer des moyens d'information et des outils qui favorisent la consommation et la production durable.

3) Poursuivre les activités destinées à améliorer et à restaurer l'intégrité des écosystèmes et des paysages terrestres et marins, à conserver les espèces prioritaires, et à améliorer

les milieux ruraux et urbains en travaillant en étroite collaboration avec les collectivités.

Néanmoins, étant donné que ces objectifs avaient un caractère général, il est important que lors de l'établissement du prochain plan stratégique, les Parties fixent des objectifs SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) afin de faciliter l'évaluation du rendement au terme du cycle quinquennal.

Enseignements tirés des travaux

La mise en place du cadre d'évaluation du rendement a donné lieu à un précieux outil permettant de mieux exprimer les objectifs SMART et les résultats mesurables de toutes les activités de la CCE, de jeter de solides bases pour les projets qui se poursuivent et de tirer des enseignements pour l'avenir. Ce cadre offre par ailleurs une occasion idéale d'amélioration continue.

Prochaines étapes

La CCE est en train de déterminer des mesures et des cibles de rendement pour tous les projets débutant en 2021 et 2022 qui feront périodiquement l'objet d'un suivi et de rapports. Cela permettra aux comités directeurs des projets de discuter du rendement de leur projet et d'adapter les activités connexes, au besoin, afin d'atteindre les objectifs visés. La CCE espère ainsi continuer d'obtenir des résultats concrets avec chaque projet ainsi qu'à l'interne. Elle souhaite également mieux connaître l'incidence de ses travaux antérieurs et sa contribution aux engagements pris par les Parties sur les plans national et international. En plus d'évaluer le rendement de ses projets sur une période de deux ans, la CCE continuera donc à évaluer l'incidence des travaux qu'elle a accomplis antérieurement tant à l'échelle nationale que continentale.